



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

carburants

Question écrite n° 40729

## Texte de la question

M. Jean-Claude Mignon appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les inquiétudes des représentants des professionnels de l'automobile et des propriétaires exploitants de stations-service, en ce qui concerne le financement du comité professionnel de la distribution de carburants (CPDC). En effet, lors du dernier conseil d'administration du 16 décembre dernier, il a été annoncé que la taxe parafiscale sur les produits pétroliers, instituée au profit du CPDC par décret du 5 mars 1997 et représentant une recette d'environ 59 millions de francs, ne lui serait plus affectée. Il a été également indiqué que désormais les ressources de cet organisme proviendraient uniquement de la TACA (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat) pour une somme globale de 73 millions de francs alors que les besoins du CPDC sont estimés à hauteur de 119 millions de francs. Les organisations professionnelles des détaillants en carburants siégeant au CPDC sont stupéfaites d'une telle décision prise sans aucune concertation. Les professionnels s'inquiètent, par conséquent, de la pérennité du CPDC dans la mesure où ce nouveau dispositif ne pourra en aucun cas financer les missions de celui-ci, telles que définies à l'article 2 du décret du 19 mars 1991 en particulier le maintien d'une desserte équilibrée sur l'ensemble du territoire et la mise aux normes environnementales des stations-service. Les professionnels rappellent que cette année le CPDC aura distribué 65 millions de francs pour 1 374 dossiers et que plus de 1 900 dossiers sont en attente de règlement. Il lui demande, par conséquent, s'il entend prendre des mesures afin d'assurer, de manière pérenne, le financement de cet organisme et à la hauteur des missions qui lui sont dévolues.

## Texte de la réponse

Dans le cadre de la réforme des taxes parafiscales engagée par le Gouvernement, il est apparu souhaitable de modifier le financement du comité professionnel de la distribution du carburant (CPDC) et de ne pas renouveler après le 31 décembre 1999 la taxe parafiscale sur certaines huiles minérales affectée au comité. Le Gouvernement considère en effet que la suppression des taxes parafiscales est un élément important de la modernisation de la fiscalité. Ces suppressions concourent à la simplification de notre fiscalité et permettent d'alléger les prélèvements obligatoires sur les branches concernées ou, dans le cas du CPDC, sur les consommateurs de carburant qui verront en 2000 la facture fiscale allégée d'environ 59 millions de francs. Cette mesure de simplification ne remet pas en cause l'intérêt et la nécessité du comité et de ses actions. Ainsi, afin de permettre au comité de disposer des moyens de remplir ses missions, le Gouvernement vient d'accroître de manière significative les crédits dont il dispose en inscrivant de plus cet effort dans une perspective pluriannuelle. Conformément à l'engagement que le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a pris dans son courrier adressé le 22 décembre 1999 au président du comité, deux arrêtés assurant à ce dernier pour les années 2000 et 2001 un financement significativement supérieur à celui dont il disposait jusqu'à fin 1999 ont été signés. Les ressources publiques du CPDC en 2000 et 2001 s'établiront ainsi à 146 millions de francs (73 millions de francs par an), prélevés sur les excédents de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, contre 105 millions de francs pour les années 1998 et 1999. Cette progression substantielle des ressources publiques consacrées au CPDC permettra de mettre pleinement en oeuvre le nouveau programme d'aides approuvé en

1999 qui prévoit une augmentation du plafond des aides (jusqu'à 450 kF par bénéficiaire), afin notamment que les distributeurs indépendants puissent s'adapter aux nouvelles normes environnementales que doivent respecter les stations-service. Cette augmentation de moyens prouve l'attention du Gouvernement aux enjeux soulevés en termes d'emplois, d'aménagement du territoire et de sécurité des approvisionnements. Cet effort sera poursuivi pour les années suivantes et le Gouvernement veillera à ce que le CPDC soit doté des moyens nécessaires à la poursuite de son action en faveur du secteur de la distribution de carburants.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Claude Mignon](#)

**Circonscription :** Seine-et-Marne (1<sup>re</sup> circonscription) - Rassemblement pour la République

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 40729

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 31 janvier 2000, page 612

**Réponse publiée le :** 3 avril 2000, page 2173